

BULLETIN OFFICIEL

CONVENTIONS COLLECTIVES



BULLETIN OFFICIEL
CONVENTIONS COLLECTIVES

BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2014/23 DU 28 JUIN 2014

	<u>Pages</u>
Ministère du travail, de l'emploi et du dialogue social.....	1
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	(*)

(*) Aucun texte du ministère de l'agriculture dans le *BO* n° 23.

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DU DIALOGUE SOCIAL

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2014/23

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
Bâtiment (Picardie [artisanat, ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés]) : accord du 24 avril 2014 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} avril 2014	4
Bâtiment (Picardie [ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés et plus de 10 salariés]) : accord du 24 avril 2014 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} avril 2014	6
Bâtiment (Picardie [ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés et plus de 10 salariés]) : accord du 24 avril 2014 relatif aux indemnités de petits déplacements au 1 ^{er} avril 2014	8
Bâtiment (Picardie [ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés et plus de 10 salariés]) : accord du 24 avril 2014 relatif à la prime d'outillage pour l'année 2014.....	10
Bâtiment (Picardie [ETAM]) : accord du 24 avril 2014 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} juillet 2014	12
Bâtiment et travaux publics (Picardie) : accord du 24 avril 2014 relatif à l'indemnisation pour participation aux réunions de la CPREF	14
Carrières et matériaux (industries [Languedoc-Roussillon, ouvriers, ETAM]) : avenant n° 33 du 16 avril 2014 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2014	16
Cinéma (exploitation) : avenant n° 52 du 19 mars 2014 relatif au temps partiel.....	20
Commerces de gros : avenant n° 1 du 23 janvier 2014 à l'accord du 18 janvier 2010 relatif à la prévoyance	22
Coopération maritime (salariés non navigants) : avenant n° 10 du 18 février 2013 relatif aux salaires minima au 1 ^{er} janvier 2013.....	24
Fruits et légumes (expédition et exportation) : avenant n° 18 du 14 mars 2014 relatif aux salaires minima pour l'année 2014.....	26
Hôtellerie, restauration (Corse) : avenant du 23 avril 2014 à l'accord du 19 février 2009 relatif à la conciliation préventive des conflits au travail	29
Médico-techniques (négoce et prestations de services) : accord du 8 avril 2014 relatif au droit individuel à la formation.....	34
Métallurgie (Belfort-Montbéliard) : adhésion par lettre du 22 mai 2014 de la CFE-CGC métallurgie à la convention collective.....	37
Métallurgie (Charente) : procès-verbal de désaccord du 27 janvier 2014 relatif à la négociation des salaires pour l'année 2013.....	38

Métallurgie (Deux-Sèvres) : accord du 15 avril 2014 relatif aux taux effectifs garantis annuels et à la valeur du point pour l'année 2014.....	39
Métallurgie (Maubeuge) : accord du 11 mars 2014 relatif à la prime de vacances pour la période du 1 ^{er} juin 2013 au 31 mai 2014.....	42
Régime social des indépendants (personnel de direction, praticiens-conseils, employés et cadres) : accord du 27 novembre 2013 relatif à la santé et à l'amélioration des conditions de travail.....	44
Sociétés financières : accord du 12 mars 2014 portant modification des dispositions de l'article 1 ^{er} relatif au champ d'application.....	52
Spectacle vivant (secteur privé) : accord du 4 mars 2014 relatif aux plafonds applicables à l'indemnité journalière de congé payé	54
Sport : avenant n° 86 du 10 mars 2014 relatif au CQP « Moniteur de vol à plat en soufflerie »	56
Sports (équipements, loisirs, commerce) : accord du 10 avril 2014 relatif aux salaires minima conventionnels au 1 ^{er} avril 2014.....	58

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

ACCORD DU 24 AVRIL 2014
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} AVRIL 2014
(PICARDIE)

NOR : ASET1450680M
IDCC : 1596

Entre :

L'UR CAPEB de Picardie ;

La fédération française du bâtiment de Picardie ;

La fédération Nord des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'UR FO Picardie ;

L'UR CFDT Picardie ;

L'UR CFTC Picardie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Picardie.

Article 2

Pour la région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après.

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	TAUX HORAIRE
Niveau I			
Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 445,42	9,53
– position 2	170	1 457,55	9,61
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 501,53	9,90
Niveau III			
Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 572,82	10,37
– position 2	230	1 688,09	11,13
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 804,87	11,90
– position 2	270	1 926,21	12,70

Article 3

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application au 1^{er} avril 2014, pour une durée de 12 mois minimum.

Les salaires réels seront librement débattus au sein des entreprises.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord, fait en quinze exemplaires, sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail et remis au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Picardie.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Fait à Amiens, le 24 avril 2014.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3193

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 24 AVRIL 2014
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} AVRIL 2014
(PICARDIE)
NOR : ASET1450681M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

La fédération française du bâtiment de Picardie ;
L'UR CAPEB de Picardie ;
La fédération Nord des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'UR FO Picardie ;
L'UR CFDT Picardie ;
L'UR CFTC Picardie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Picardie.

Article 2

Pour la région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Base 151,67 heures (35 heures hebdomadaires)

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	TAUX HORAIRE
Niveau I Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 445,42	9,53
– position 2	170	1 457,55	9,61
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 501,53	9,90
Niveau III Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 572,82	10,37
– position 2	230	1 688,09	11,13
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 804,87	11,90
– position 2	270	1 926,21	12,70

Article 3

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application au 1^{er} avril 2014, pour une durée de 12 mois minimum.

Les salaires réels seront librement débattus au sein des entreprises.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord, fait en douze exemplaires, sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Picardie.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Fait à Amiens, le 24 avril 2014.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3193

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 24 AVRIL 2014
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
AU 1^{ER} AVRIL 2014
(PICARDIE)
NOR : ASET1450678M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

La fédération française du bâtiment de Picardie ;

L'UR CAPEB de Picardie ;

La fédération Nord des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'UR CFDT Picardie ;

L'UR FO Picardie ;

L'UR CFTC Picardie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre I^{er}, des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Picardie.

Article 2

Pour la région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article 8.18 des conventions collectives nationales précitées, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ de repas	INDEMNITÉ de frais de transport	INDEMNITÉ de trajet
1 (0 à 10 km)	10,00	1,39	1,38
2 (10 à 20 km)	10,00	4,17	2,76
3 (20 à 30 km)	10,00	6,95	4,14
4 (30 à 40 km)	10,00	9,73	5,52
5 (40 à 50 km)	10,00	12,51	6,90

Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application à compter du 1^{er} avril 2014.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord, fait en douze exemplaires, sera déposé auprès des services centraux du ministre du travail et remis au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Picardie.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Fait à Amiens, le 24 avril 2014.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 24 AVRIL 2014
RELATIF À LA PRIME D'OUTILLAGE POUR L'ANNÉE 2014
(PICARDIE)
NOR : ASET1450683M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

La fédération française du bâtiment de Picardie ;

L'UR CAPEB de Picardie ;

La fédération Nord des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'UR FO Picardie ;

L'UR CFDT Picardie ;

L'UR CFTC Picardie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article 1.3 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant de la prime d'outillage des ouvriers du bâtiment de la région Picardie.

Article 2

En application de l'article 1.3 des conventions collectives nationales précitées,

En application de l'article 32 de l'accord régional de Picardie du 1^{er} août 1979, les parties signataires du présent accord ont fixé le montant de la prime d'outillage des ouvriers du bâtiment de Picardie comme indiqué ci-après :

- 1^{re} catégorie : 6,69 € ;
- 2^e catégorie : 13,38 € ;
- 3^e catégorie : 20,07 €.

Article 3

Le présent barème de prime d'outillage entrera en application à compter du 1^{er} avril 2014.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord, fait en douze exemplaires, sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Picardie.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Fait à Amiens, le 24 avril 2014.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3002

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 2609. – ETAM

ACCORD DU 24 AVRIL 2014
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JUILLET 2014
(PICARDIE)

NOR : ASET1450687M

IDCC : 2609

Entre :

La fédération française du bâtiment de Picardie ;

L'UR CAPEB de Picardie ;

La fédération Nord des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'UR CFDT Picardie ;

L'UR CFTC Picardie ;

L'UR FO Picardie ;

L'UR CFE-CGC Picardie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Picardie.

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou à 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Picardie est fixé comme suit à compter du 1^{er} juillet 2014.

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE
A	1 472
B	1 568
C	1 668
D	1 812
E	1 989
F	2 273
G	2 528
H	2 658

Article 2

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Picardie.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Fait à Amiens, le 24 avril 2014.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3005-I

Accords nationaux
TRAVAUX PUBLICS
(Tome I : Accords nationaux)

Brochure n° 3107

Accords collectifs nationaux
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Brochure n° 3193

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 24 AVRIL 2014
RELATIF À L'INDEMNISATION POUR PARTICIPATION
AUX RÉUNIONS DE LA CPREF
(PICARDIE)

NOR : ASET1450685M
IDCC : 1596, 1597

Entre :
L'UR CAPEB de Picardie ;
La fédération française du bâtiment de Picardie ;
La fédération Nord des SCOP du BTP,

D'une part, et
L'UR CFDT Picardie ;
L'UR CFE-CGC Picardie ;
L'UR CFTC Picardie ;
L'UR CGT-FO Picardie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Vu l'accord interprofessionnel du 10 février 1969 prévoyant la possibilité pour les branches professionnelles de s'organiser régionalement en matière d'emploi et de formation et vu l'accord du 13 juillet 2004 relatif à la définition et à la mise en œuvre de la politique emploi, formation et qualification des partenaires sociaux du BTP, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités allouées aux représentants des organisations syndicales de salariés pour leur participation aux réunions de la CPREF BTP Picardie au 1^{er} avril 2011 :

- repas : 17,90 € ;
- indemnité kilométrique : 0,565 €.

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Picardie.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Fait à Amiens, le 24 avril 2014.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales
INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX
IDCC : 87. – **Ouvriers**
IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**
IDCC : 211. – **Cadres**

AVENANT N° 33 DU 16 AVRIL 2014
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2014
(LANGUEDOC-ROUSSILLON)

NOR : ASET1450665M
IDCC : 87, 135

Entre :

L'UNICEM Languedoc-Roussillon,

D'une part, et

La CFDT ;

La FG FO construction ;

Le SICMA CFE-CGC,

D'autre part,

se référant à la convention collective nationale du 22 avril 1955, à la convention collective nationale du 12 juillet 1955, à l'accord national du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Aude, Gard, Hérault, Lozère et Pyrénées-Orientales.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont revalorisés de 1,5 % par rapport au 32^e avenant et sont ainsi fixés.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	VALEUR MENSUELLE
I	1	1 458
	2	1 479
II	1	1 485
	2	1 508
	3	1 553
III	1	1 560
	2	1 584
	3	1 632
IV	1	1 640
	2	1 668
	3	1 727
V	1	1 732
	2	1 785
	3	1 910
VI	1	1 943
	2	2 019
	3	2 179
VII	1	2 223
	2	2 358
	3	2 568

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord national du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais ;
- des rémunérations pour heures supplémentaires ;
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés ;
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient ;
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle ;
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non compris les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours, qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec avis de réception de l'accord signé aux organisations syndicales.

Fait à Montpellier, le 16 avril 2014.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

LISTE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES RELEVANT DU CHAMP D'APPLICATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES DES INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET ENTRANT DANS LE CHAMP DU PRÉSENT ACCORD

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et de matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

CLASSE 14 : MINÉRAUX DIVERS	
Groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
CLASSE 15 : MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION	
Groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Groupe 15.03	Pierres de construction
Groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Groupe 15.09	Matériaux de construction divers
CLASSE 87 : SERVICES DIVERS (MARCHANDS)	
Groupe 87.05	Pour partie, services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent avenant.

Brochure n° 3097

Convention collective nationale

IDCC : 1307. – EXPLOITATION CINÉMATOGRAPHIQUE

AVENANT N° 52 DU 19 MARS 2014

RELATIF AU TEMPS PARTIEL

NOR : ASET1450672M

IDCC : 1307

Entre :

La FNCF,

D'une part, et

La FASAP FO ;

La F3C CFDT ;

La CFTC spectacle,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Dans le cadre de l'application par les entreprises de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi, prévoyant notamment un horaire de travail minimum de 24 heures, les partenaires sociaux se sont entendus sur les dispositions définies au présent avenant.

Il est convenu la possibilité d'augmenter temporairement par avenant la durée du travail prévue au contrat d'un salarié à temps partiel, sous réserve de l'accord de celui-ci.

Outre les cas de remplacement d'un salarié absent, nommément désigné, pour lesquels les avenants pour compléments d'heures sont également possibles, l'employeur pourra avoir recours à des avenants pour compléments d'heures pour d'autres motifs, dans la limite de cinq fois par année civile, chaque avenant ne pouvant excéder 3 semaines consécutives et dans la limite de 12 semaines cumulées par an.

Les heures effectuées dans le cadre des avenants pour compléments d'heures seront rémunérées au taux normal. Toutefois, les heures complémentaires accomplies au-delà de la durée déterminée par l'avenant donneront lieu à une majoration de salaire de 25 %.

Cette possibilité de recours à des avenants pour compléments d'heures est offerte uniquement à tout salarié à temps partiel qui aura informé au préalable son employeur de son souhait d'en bénéficier. L'attribution des avenants pour compléments d'heures sera faite sur la base d'un principe d'équité entre les salariés ayant fait part de leur intérêt, au regard des possibilités de planification des horaires de travail et du nombre d'avenants dont ils auront déjà bénéficié dans l'année civile.

L'avenant, établi par écrit, devra définir les modalités selon lesquelles ces compléments d'heures seront accomplis : seront ainsi précisés le nombre d'heures prévu, leur répartition par semaine ou le mois ainsi que la période concernée. L'avenant devra, par ailleurs, indiquer le motif de recours.

Un observatoire paritaire sera mis en place dans les 3 mois suivant la date d'entrée en vigueur du présent avenant, avec comme objet l'évaluation de l'application du présent avenant. Les modalités de fonctionnement de l'observatoire seront définies paritairement, en commission mixte paritaire.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant. Le présent avenant est conclu pour une durée déterminée de 2 ans à compter de son entrée en vigueur.

Fait à Paris, le 19 mars 2014.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3044

Convention collective nationale

IDCC : 573. – COMMERCE DE GROS

AVENANT N° 1 DU 23 JANVIER 2014
À L'ACCORD DU 18 JANVIER 2010
RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1450668M

IDCC : 573

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux ont prévu, lors de l'instauration du régime de prévoyance, de faciliter l'adhésion des entreprises au régime de branche auprès des organismes assureurs recommandés, en mutualisant la prise en charge des sinistres en cours en contrepartie d'une cotisation de 0,04 % prévue pour une durée de 36 mois (art. 2.3 de l'accord).

Le régime ayant pris effet au 1^{er} avril 2011, les partenaires sociaux ont souhaité prendre acte de la situation financière du régime de branche, en prévision de l'échéance du 31 mars 2014, qui correspond aux 36 mois à compter de la mise en place du régime.

Après présentation des comptes techniques et financiers des années 2010, 2011 et 2012, les partenaires sociaux forment un constat.

La cotisation supplémentaire de 0,04 % prévue à l'article 2.3 de l'accord s'avère insuffisante pour financer les passifs pris en charge par le contrat de référence lors de sa mise en place.

En effet, au 31 décembre 2012, le passif cumulé de 2,7 millions d'euros n'est financé qu'à hauteur de 21 %.

En outre, les résultats techniques du contrat national de référence ne créent pas d'excédents suffisants pour permettre un refinancement rapide des passifs provisionnés.

Dans ce contexte, les partenaires sociaux décident de proroger la cotisation supplémentaire de 0,04 % pour une durée minimale de 2 ans.

Ils conviennent de procéder à une nouvelle analyse des comptes en 2015 pour statuer sur la prorogation de cette cotisation supplémentaire.

Il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Modification de l'article 2.3 « Reprise des sinistres en cours » de l'accord du 18 janvier 2010

Les dispositions de l'article 2.3 de l'accord du 18 janvier 2010 sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Afin de couvrir la reprise des sinistres en cours selon les modalités prévues à l'article 1.5 par les organismes assureurs auprès desquels le "contrat national de référence" a été souscrit, une cotisation supplémentaire de 0,04 % sera due par les entreprises adhérentes au "contrat national de référence" jusqu'au 31 mars 2016. »

Article 2

Date d'effet. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant prend effet au 1^{er} avril 2014.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UCAPLAST ;
VCI ;
FEDA ;
FEDIN ;
SNGFGBT ;
UNCGFL ;
FGME ;
SNPRS ;
FNCPLA ;
SYNDIGEL ;
FND ;
FNGFP ;
UPCP ;
FENSCOPA ;
CGI ;
NAVSA ;
SNDGP ;
FNAS.

Syndicats de salariés :

FNECS CFE-CGC ;
CSFV CFTC ;
FS CFDT ;
FEC FO ;
FNAA CFE-CGC.

Brochure n° 3326

Convention collective nationale
IDCC : 2494. – COOPÉRATION MARITIME

AVENANT N° 10 DU 18 FÉVRIER 2013
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA
AU 1^{ER} JANVIER 2013

NOR : ASET1450661M
IDCC : 2494

Entre :

La FNSCM,

D'une part, et

La CFTC ;

La FNAA CFE-CGC ;

La FNSM CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La grille des salaires minima figurant à l'annexe I et applicable au 1^{er} janvier 2013 est définie comme suit :

« ANNEXE I

Grille des salaires minima applicable au 1^{er} janvier 2013

Ouvriers, employés

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE
I	1	17 163
	2	17 391
II	1	18 241
	2	19 397

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE
III	1	20 005
	2	21 265
	3	22 056

Agents de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE
IV	22 847
V	26 783

Cadres

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE
VI	A (moins de 3 ans d'ancienneté)	27 863
	B (plus de 3 ans d'ancienneté)	31 345
VII	A (moins de 3 ans d'ancienneté)	30 184
	B (plus de 3 ans d'ancienneté)	34 478
VIII		38 309
IX		43 535

Article 2

Le présent accord prendra effet dès sa signature.

Article 3

Les parties signataires décident de demander l'extension du présent avenant.

Article 4

Le présent avenant sera déposé par la partie diligente, conformément aux dispositions légales.

Fait à Paris, le 18 février 2013.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3233

Convention collective nationale

**IDCC : 1405. – EXPÉDITION ET EXPORTATION
DE FRUITS ET LÉGUMES**

AVENANT N° 18 DU 14 MARS 2014

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA

POUR L'ANNÉE 2014

NOR : *ASET1450666M*

IDCC : 1405

Entre :

L'ANEEFEL,

D'une part, et

La FNAA CFE-CGC ;

La FS CFDT,

D'autre part,

il a été décidé d'adopter la grille des salaires conventionnels suivante, qui remplace l'avenant n° 17 figurant en annexe de la convention collective nationale du 17 décembre 1985.

Fait à Paris, le 14 mars 2014.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Grille des minima conventionnels au 1^{er} mars 2014

(Base 35 heures par semaine)

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE BRUT	EMPLOI
100	1 445,38	Manutentionnaire, emballeur-conditionneur, agent de nettoyage
105	1 449,00	
110	1 456,00	Employé de bureau, aide-comptable 1 ^{er} échelon, emballeur-manutentionnaire, cariste 1 ^{er} échelon
115	1 459,00	
120	1 461,00	
125	1 463,00	Cariste 2 ^e échelon, magasinier fournitures
130	1 465,00	
135	1 470,00	Conducteur-ramasseur, magasinier produits
140	1 472,00	
145	1 487,00	
150	1 505,00	Secrétaire
155	1 523,00	Chef de chaîne
160	1 543,00	Peseur, agent de maintenance, aide-comptable 2 ^e échelon, chauffeur longue distance occasionnel
170	1 579,00	
180	1 616,00	
190	1 652,00	
200	1 706,00	Acheteur, vendeur, acheteur-vendeur, mécanicien auto, conducteur frigo, chef d'équipe
210	1 744,00	Comptable I
220	1 780,00	
230	1 817,00	
240	1 854,00	
250	1 881,00	Conducteur grand routier, contremaître
275	1 974,00	Attaché de direction
300	2 066,00	
325	2 160,00	
350	2 252,00	
375	2 344,00	

COEFFICIENT	SALAIRE BRUT	EMPLOI
400	2 437,00	Chef d'entrepôt, cadre commercial, comptable II
425	2 532,00	
450	2 683,00	

Accord professionnel régional
HÔTELLERIE, RESTAURATION
(Corse)

AVENANT DU 23 AVRIL 2014
À L'ACCORD DU 19 FÉVRIER 2009 RELATIF À LA CONCILIATION
PRÉVENTIVE DES CONFLITS AU TRAVAIL
NOR : ASET1450669M

Vu le livre II du code du travail, et notamment ses articles L. 2234 et L. 2231 et suivants ;

Vu l'accord collectif sectoriel régional du 11 juillet 2007 tel que modifié par avenants étendus portant création de la commission paritaire sociale des hôtels, cafés, restaurants de Corse, et notamment son article 4 portant attributions de ladite commission ;

Vu l'accord collectif sectoriel régional du 19 février 2009 étendu tel que modifié par avenant n° 1 du 11 mai 2011 étendu portant conciliation préventive des conflits au travail dans le cadre de ladite commission paritaire,

il a été convenu ce qui suit.

PRÉAMBULE

Après avoir analysé les spécificités et problématiques liées du secteur des hôtels, cafés, restaurants de Corse, les organisations d'employeurs UMIH, CGPME MEDEF et les organisations syndicales CFTC, CGT, CGT-FO et STC ont signé le 11 juillet 2007 un accord collectif sectoriel régional portant création de la commission paritaire sociale des hôtels, cafés, restaurants de Corse et se sont engagées dans la définition et la mise en œuvre d'un plan d'action sectoriel régional, avec pour objectifs prioritaires :

- le traitement de la saisonnalité, avec pour ligne de force la mise en cohérence lisible et fédératrice des acteurs de la saisonnalité ;
- l'amélioration de l'application du droit.

Les organisations signataires de l'accord de 2007 ont ensuite négocié et signé le 10 juillet 2008 une expérimentation de la conciliation préventive des conflits liés au travail dans le secteur en Corse.

Le bilan positif de l'accord expérimental a conduit les organisations signataires à modifier le champ des attributions de la commission paritaire sociale des hôtels, cafés, restaurants de Corse par avenant en date du 20 janvier 2009, puis à négocier et à signer un accord collectif pérennisant la conciliation préventive des conflits du travail dans le secteur en Corse le 19 février 2009 modifié par avenant du 11 mai 2011.

Réunis en assemblée trimestrielle le 16 décembre 2013, les membres de la commission paritaire ont pris la décision d'adapter le dispositif initialement défini et de remédier à certaines difficultés remontant dans les rapports annuels présentés par les conciliateurs.

C'est ce pourquoi la procédure de révision a été engagée et le présent avenant a été négocié et signé.

I. – Périmètre et portée de la révision de l'accord de conciliation

Le II du présent avenant se substitue purement et simplement à l'accord collectif du 19 février 2009 étendu par arrêté du 15 février 2011 (paru au *Journal officiel* du 24 février 2011) tel que modifié par avenant n° 1 du 11 mai 2011 étendu par arrêté du 19 décembre 2012, article 11 (paru au *Journal officiel* du 23 décembre 2012).

Les accords visés au paragraphe précédent survivent jusqu'à l'entrée en vigueur du présent avenant.

II. – Avenant de révision du 23 avril 2014

Article 1^{er}

Objet

1.1. Le présent accord est conclu dans le cadre des articles 4.2, 4.3, 4.6 et plus particulièrement 4.7 et 4.8 de l'accord collectif sectoriel régional du 11 juillet 2007 portant création de la commission paritaire sociale des HCR de Corse tel que modifié par voie d'avenant.

1.2. Le présent accord a pour objet de mettre en place, sous l'égide de ladite commission paritaire, un mode alternatif de prévention des conflits et de traitement des litiges nés ou à naître à l'occasion ou dans le cadre d'une relation de travail et d'en définir le régime et les modalités ; l'objet tel qu'il vient d'être défini est simplement désigné ci-après : « la conciliation ».

Article 2

Durée

Le présent accord est conclu à durée indéterminée.

Article 3

Champ d'application

3.1. La conciliation est mise en œuvre à l'intention des entreprises et/ou des établissements entrant dans le champ d'application sectoriel de l'accord collectif sectoriel régional du 11 juillet 2007 tel que modifié par voie d'avenant.

3.2. Elle s'applique sur le territoire de la région Corse.

Article 4

Cadre, finalité, déroulement et issue de la conciliation

4.1. La conciliation est menée sous l'égide de la commission paritaire sociale des hôtels, cafés, restaurants de Corse par une délégation de professionnels répondant aux critères de l'article 5 ; ci-après, simplement désignée : « la délégation ».

4.2. La conciliation porte sur tout conflit ou litige né ou à naître à l'occasion ou dans le cadre d'une relation de travail ; elle vise à permettre aux parties de trouver un terrain d'entente et de restaurer éventuellement la relation de travail entre elles ; les faits revêtant une qualification pénale sont exclus de la conciliation.

4.3. La conciliation est engagée par n'importe laquelle des parties en litige, à savoir l'employeur ou le salarié quels que soient son âge, sa nationalité, son statut dans l'entreprise, l'emploi qu'il occupe ou tout autre critère susceptible d'être soulevé à titre exclusif de compétence.

4.4. Pour ce faire, l'employeur ou le salarié prend contact par tout moyen avec l'un des acteurs du dispositif (commission ou association paritaire des HCR de Corse, organisation signataire ou adhérente, conciliateur désigné) ; celui qui est ainsi contacté organise la conciliation pour que le litige soit examiné dans les meilleurs délais ; la délégation n'a pas obligation de traiter le litige si une seule partie coopère, mais elle peut le faire.

4.5. La conciliation est purement volontaire et ne saurait être rendue obligatoire ; elle est dénuée de tout caractère contentieux ou judiciaire ; elle a un caractère contradictoire (chacun défend son point de vue) ; rien de ce qui est dit, produit, obtenu dans ce cadre n'est susceptible de fonder une action en justice ni même d'être produit, remis ou soulevé en justice.

4.6. La délégation dirige le processus de conciliation, débat et délibère selon des modalités qu'elle définit librement ; elle peut émettre un simple avis ; elle peut accompagner les parties dans la formalisation d'un accord ; elle peut assister les parties dans une rupture conventionnelle conformément aux textes la réglementant ; en cas d'échec de la conciliation, la délégation établit un procès-verbal de désaccord ; les documents finaux sont établis en autant d'originaux que nécessaire, plus un conservé par la délégation dans des conditions de nature à préserver la confidentialité du dossier.

Article 5

Composition de la délégation

5.1. La délégation est réputée être une émanation de la commission et de l'association paritaires des hôtels, cafés, restaurants de Corse.

5.2. La délégation est composée d'au moins un conciliateur employeur et d'au moins un conciliateur salarié ; à défaut, la délégation est réputée ne pas être constituée ou s'être dissoute ; la délégation peut être assistée par tout expert de son choix qui est tenu au secret.

5.3. Les délégués de la commission paritaire sociale des hôtels, cafés, restaurants de Corse sont réputés désignés conciliateurs.

- les conseillers du salarié figurant sur la liste préfectorale sont réputés désignés conciliateurs ;
- d'autres conciliateurs peuvent être librement désignés par l'organisation signataire à laquelle ils adhèrent, sous réserve qu'ils soient majeurs, adhérents d'une organisation signataire et justifient d'une expérience dans le secteur des hôtels, cafés, restaurants ou le syndicalisme.

5.4. Les conciliateurs peuvent décider à tout moment, sans justification et sans préavis, de se retirer du dispositif ; la seule obligation qui leur est faite est d'informer leur organisation et la commission paritaire par tout moyen traçable ; leur organisation avise et décide de la suite à donner.

Article 6

Confidentialité de la conciliation et obligation au secret

6.1. Les acteurs du dispositif (commission ou association paritaires des HCR de Corse, organisation signataire ou adhérente, conciliateur désigné) en assurent la confidentialité.

6.2. Les conciliateurs sont tenus au secret le plus absolu sur tout ce dont ils ont connaissance dans ce cadre ou à cette occasion ; toute violation de cette obligation de quelque façon et par quelque mode que ce soit est susceptible, sans limitation de durée, de fonder leur responsabilité civile et pénale.

Article 7

Rapport annuel

Les délégués établissent un rapport annuel qu'ils présentent devant la commission paritaire des hôtels, cafés, restaurants de Corse ; ce rapport ne saurait permettre d'identifier les parties au litige de quelque façon que ce soit ; la commission paritaire statue sur les suites à donner à ce rapport.

Article 8

Dispositions propres aux conciliateurs salariés

8.1. Les conciliateurs salariés bénéficient des dispositions et de la protection prévues par les articles L. 2234-3 et L. 2411-3 du code du travail.

8.2. Les conciliateurs salariés bénéficient d'une autorisation d'absence pour participer à la conciliation et se rendre aux réunions auxquelles ils sont convoqués. Il leur est accordé à ce titre un crédit d'heures de délégation à due concurrence dans la limite de 15 heures mensuelles hors temps de trajet. Ce crédit d'heures est décompté comme temps de travail effectif et rémunéré comme tel. Il est cumulable avec les heures de délégation dont ils bénéficient à un autre titre.

8.3. Les conciliateurs salariés bénéficient du remboursement des frais qu'ils engagent pour la conciliation sur production d'un justificatif original ; leurs déplacements pour participer à la conciliation et se rendre aux réunions auxquelles ils sont invités à ce titre sont indemnisés sur la base du barème fiscal sur production d'une copie de la carte grise du véhicule ou remboursés sur production du titre de transport public de voyageurs.

Article 9

Interprétation

9.1. En cas de difficulté d'application ou d'interprétation de l'accord, la commission paritaire des hôtels, cafés, restaurants de Corse est saisie par toute personne intéressée et le point est inscrit d'office à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

9.2. La commission paritaire est compétente pour statuer en interprétation du présent accord.

Article 10

Révision

10.1. Les organisations signataires décident de procéder au moins une fois par an à l'examen de l'application du présent accord ainsi que du fonctionnement de la conciliation et de procéder, éventuellement, à la révision de l'accord et/ou à tous ajustements par voie d'avenant, en application des articles L. 2261-7 et suivants du code du travail ; la question est inscrite d'office à l'ordre du jour de la séance au cours de laquelle le rapport des conciliateurs est présenté ; à défaut, à la même séance que la question de la révision de l'accord portant création de la commission paritaire.

10.2. La révision peut également être demandée par une organisation signataire par écrit spécialement motivé adressé à la commission en recommandé avec avis de réception ou remis contre décharge. Elle est inscrite obligatoirement à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la commission paritaire.

Article 11

Adhésion

Les organisations non signataires sont admises à l'adhésion dans les conditions légales.

Article 12

Dénonciation

Chaque organisation signataire a la faculté de dénoncer le présent accord dans les conditions et selon les modalités fixées par les articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

Article 13

Notification et dépôt

Le présent accord est établi en sept originaux dûment paraphés et signés, dont un exemplaire est notifié à chacune des organisations signataires.

Une copie du présent accord est notifiée aux organisations syndicales non signataires par courrier recommandé avec avis de réception ; ces dernières bénéficient du droit d'opposition dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 2231-8 et suivant du code du travail.

Le présent accord est déposé, au terme du délai d'opposition et en l'absence d'opposition d'organisations majoritaires, en vue de son enregistrement, conformément aux dispositions du décret n° 2006-568 du 17 mai 2006.

Le présent accord est établi en trois exemplaires originaux supplémentaires dûment paraphés et signés, dont :

- un exemplaire est destiné à son enregistrement par la direction générale du travail ;
- un exemplaire est destiné à son enregistrement par le greffe du conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion ;
- un exemplaire est destiné à la commission paritaire.

Un exemplaire supplémentaire est établi sur support informatique et communiqué par courrier électronique à la direction générale du travail et au conseil des prud'hommes du lieu de conclusion.

La direction régionale du travail de Corse est destinataire d'une copie de l'accord et de la copie des formalités de dépôt.

La commission paritaire des hôtels, cafés, restaurants de Corse est chargée des formalités de notification et de dépôt.

Fait à Borgo, le 23 avril 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

CGPME Corsica ;
UMIH Corse.

Syndicats de salariés :

STC ;
CGT Corse ;
CGT-FO de Corse-du-Sud ;
CGT-FO de Haute-Corse ;
CFTC Corse.

Brochure n° 3286

Convention collective nationale
IDCC : 1982. – NÉGOCE ET PRESTATIONS DE SERVICES
DANS LES DOMAINES MÉDICO-TECHNIQUES

ACCORD DU 8 AVRIL 2014
RELATIF AU DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION
NOR : ASET1450671M
IDCC : 1982

PRÉAMBULE

Dans un souci d'amélioration de la gestion des fonds disponibles au titre de la formation professionnelle, la branche du négoce et prestations de services dans les domaines médico-techniques souhaite développer la mise en œuvre du DIF en créant une liste d'actions de formation dites prioritaires.

Article 1^{er}

Actions prioritaires au titre du droit individuel à la formation

Conformément à l'article L. 6323-8 du code du travail, les partenaires sociaux considèrent comme prioritaires au titre du droit individuel à la formation les actions de formation suivantes :

Groupe 1

Validation des acquis de l'expérience (VAE).

Bilan de compétences.

Groupe 2

Développement des compétences personnelles et savoirs de base.

Administration, gestion et système d'information.

Commerce et vente.

Développement des compétences managériales.

Sécurité et logistique.

Formation des formateurs.

Groupe 3 (uniquement pour les entreprises de plus de 50 salariés) :

Bureautique.

Langues étrangères.

Ces actions de formation s'exercent en principe en dehors du temps de travail. Néanmoins, elles peuvent avoir lieu en tout ou partie pendant le temps de travail.

Les entreprises favorisent la mise en œuvre des actions prioritaires diplômantes ou certifiantes ou enregistrées au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) afin que les compétences acquises par les salariés soient mieux reconnues.

Article 2

Prise en charge financière

Les actions visées à l'article 1^{er} sont prises en charge par le FORCO dans le cadre de la professionnalisation (DIF prioritaire).

Le plafond de prise en charge, comprenant les coûts pédagogiques et les frais annexes, est fixé à :

- 60 € par heure de formation dans la limite de 24 heures par salarié, soit 1 440 € de plafond de prise en charge par salarié pour les thèmes de formation du groupe 1 ;
- 40 € par heure de formation quels que soient la taille de l'entreprise et le type de public pour les thèmes de formation du groupe 2 ;
- 20 € par heure de formation uniquement pour les entreprises de plus de 50 salariés pour les thèmes de formation du groupe 3. En effet, les entreprises de moins de 50 salariés peuvent bénéficier d'actions de formation collective « bureautique » et « langues étrangères » proposées par le FORCO via le portail d'inscription « FORCO FIL ». Ce portail permet à chaque entreprise de moins de 50 salariés de former ses collaborateurs pour un coût unique d'inscription de 50 € TTC dans la limite de 10 places de formation par an et de 3 places de formation par salarié.

Ces plafonds peuvent être modifiés à tout moment par la section professionnelle paritaire (SPP), sur proposition de la CPNEFP, au cours de l'année 2014.

Article 3

Durée. – Notification. – Publicité

Le présent accord vaut jusqu'à l'entrée en vigueur du compte personnel de formation (CPF) au 1^{er} janvier 2015.

Il sera notifié en original aux organisations syndicales représentatives pour signature à la commission mixte paritaire (CMP) du 8 avril 2014. Néanmoins, il sera ouvert à signature, notamment pour les organisations ne pouvant pas signer à la date ci-dessus, jusqu'au vendredi 22 avril 2014.

A l'expiration du délai d'opposition de 15 jours, décomptés à partir de la date la plus tardive de retrait des lettres recommandées avec avis de réception le notifiant, il sera déposé en deux exemplaires papier originaux à la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, et un exemplaire électronique soit joint à l'envoi des exemplaires papier, soit adressé par courriel à depot.accord@travail.gouv.fr.

Cet envoi sera accompagné des copies du courrier daté de notification du texte à l'ensemble des organisations représentatives ou des avis de réception ou des récépissés de remise en main propre contre décharge.

Un exemplaire original du présent texte sera également adressé, dans les mêmes délais, au conseil de prud'hommes du lieu de conclusion, en l'occurrence de Paris.

Article 4

Extension et entrée en vigueur

L'accord entrera en vigueur le lendemain de son dépôt à la direction générale du travail.

Les parties signataires sont convenues néanmoins de demander l'extension du présent accord : cette demande, formulée par un courrier distinct, est effectuée simultanément au dépôt prévu à l'article précédent.

Fait à Paris, le 8 avril 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SNADOM ;

UNPDM ;

FEDEPSAD.

Syndicats de salariés :

UNSA ;

FNECS CFE-CGC ;

FSS CFTC.

Brochure n° 3362

Convention collective
IDCC : 2755. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Belfort-Montbéliard)

ADHÉSION PAR LETTRE DU 22 MAI 2014
DE LA CFE-CGC MÉTALLURGIE
À LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1450686M
IDCC : 2755

SMFC CFE-CGC
Maison de l'encadrement
4, rue Eugène-Brunner
25600 Sochaux

Sochaux, le 22 mai 2014.

Madame, Monsieur,

Conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail, nous vous informons que la CFE-CGC adhère à la convention collective des industries de la métallurgie de Belfort-Montbéliard signée le 25 juillet 2008.

Cette adhésion sera notifiée à tous les signataires de ladite convention et déposée dans les conditions prévues par voie réglementaire.

Vous souhaitant bonne réception de ce courrier, je vous prie de recevoir mes meilleures salutations.

Le secrétaire général.

Convention collective départementale

**IDCC : 1572. – MÉTALLURGIE
(Charente)
(12 décembre 1989)**

(Bulletin officiel n° 1990-6 bis)
(Etendue par arrêté du 29 octobre 1990,
Journal officiel du 1^{er} novembre 1990)

**PROCÈS-VERBAL DE DÉSACCORD DU 27 JANVIER 2014
RELATIF À LA NÉGOCIATION DES SALAIRES POUR L'ANNÉE 2013**

NOR : ASET1450674M
IDCC : 1572

A l'initiative de la chambre syndicale de la métallurgie de la Charente, les partenaires sociaux se sont réunis les 11 octobre et 15 novembre 2013 pour la négociation des salaires minimaux ainsi que pour la fixation de la valeur du point pour l'année 2013.

Au cours de ces négociations, les parties ont fait valoir leurs demandes et propositions respectives.

Les résultats de la négociation ont été formalisés dans un projet d'accord daté du 15 novembre 2013, transmis aux syndicats de salariés et ouvert à la signature entre le 16 novembre 2013 et le 16 décembre 2013.

Ce projet d'accord a été ratifié par la seule organisation CGT-FO dont le niveau de représentativité en Charente ne permet pas de valider l'accord au regard des critères établis par l'article L. 2232-6 du code du travail.

En conséquence, le présent procès-verbal est établi pour constater l'absence d'accord applicable pour 2013.

Le présent document fera l'objet d'un dépôt auprès du ministère du travail, conformément à l'article D. 2231-3 du code du travail.

Fait à Angoulême, le 27 janvier 2014.

Organisation patronale :

UIMM Charente.

Convention collective

**IDCC : 1628. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Deux-Sèvres)
(1^{er} juillet 1991)**

(Bulletin officiel n° 1992-10 bis)
(Etendue par arrêté du 31 juillet 1992,
Journal officiel du 12 août 1992)

**ACCORD DU 15 AVRIL 2014
RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS
ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2014**

NOR : ASET1450688M
IDCC : 1628

Entre :

L'UIMM Deux-Sèvres,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Il est institué dans le cadre de la convention collective des industries métallurgiques des Deux-Sèvres un barème des taux effectifs garantis annuels applicable à l'ensemble des catégories de personnel visées à l'accord national du 21 juillet 1975 sur les classifications, modifié par les avenants du 30 janvier 1980, du 21 avril 1981, du 4 février 1983, du 25 janvier 1990 et du 10 juillet 1992.

Les taux effectifs garantis représentent le montant des salaires pour chaque niveau de classification en dessous duquel les salariés ne peuvent être rémunérés, sous réserve des dispositions de l'article 29 de la convention collective concernant les salariés de moins de 18 ans.

Les taux effectifs garantis ne serviront pas de base de calcul à la prime d'ancienneté prévue par la convention collective.

Article 2

Le barème des taux effectifs garantis est fixé pour la durée légale du travail actuellement en vigueur, soit 35 heures. Leurs montants devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif et, en conséquence, supporter les majorations légales pour heures supplémentaires.

Pour vérifier l'application du barème des taux effectifs garantis et le comparer aux sommes réellement perçues, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soumis à cotisations sociales, à l'exception des éléments suivants :

- les sommes ayant le caractère de remboursement de frais ;
- les primes d'ancienneté telles que définies par la convention collective ;
- les sommes perçues dans le cadre d'un accord d'intéressement ou de participation ;
- les majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres ;
- les primes basées sur l'assiduité ;
- les primes liées à l'organisation du travail (travail en équipe, travail de nuit).

Article 3

Pour un horaire hebdomadaire travaillé de 35 heures, le barème des taux effectifs garantis annuels à compter de l'année 2014 s'établit comme suit :

(En euros.)

COEFFICIENT	MONTANT
140	17 345
145	17 395
155	17 427
170	17 520
180	17 581
190	17 741
215	18 154
225	18 475
240	19 032
255	20 124
270	21 127
285	22 228
305	23 594
335	25 647
365	27 928
395	30 470

Article 4

Le présent accord prend effet à compter de l'année 2014.

Article 5

Sauf disposition plus favorable adoptée par l'entreprise, la valeur du point permettant de déterminer les rémunérations minimales hiérarchiques est fixée à 5,15 € (base 35 heures) à compter du 1^{er} juillet 2014.

Les rémunérations minimales hiérarchiques sont adaptables à l'horaire de travail effectif. Elles servent de base au calcul de la prime d'ancienneté.

Article 6

Les travailleurs à domicile sont exclus de l'application du présent accord.

Article 7

Le présent accord sera déposé au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Niort et à la direction des relations du travail à Paris.

Fait à Niort, le 15 avril 2014.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 1813. – INDUSTRIES DE TRANSFORMATION DES MÉTAUX
(Région de Maubeuge)
(8 juillet 1994)**

(Bulletin officiel n° 1994-4 bis)
(Etendue par arrêté du 19 janvier 1995,
Journal officiel du 28 janvier 1995)

ACCORD DU 11 MARS 2014
RELATIF À LA PRIME DE VACANCES
POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JUIN 2013 AU 31 MAI 2014

NOR : ASET1450689M

IDCC : 1813

Entre :

L'UIMM Sambre-Avesnois,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Montant

En application de l'article 91 de la convention collective, pour le calcul de la prime de vacances, l'allocation est fixée à 551 € pour 30 jours ouvrables, soit 18,37 € par jour de congé principal.

Article 2

Période de référence

Cette disposition est applicable à l'occasion de l'attribution des congés afférents à l'exercice 1^{er} juin 2013 - 31 mai 2014.

Article 3

Dépôt

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Les parties signataires conviennent d'en demander l'extension.

Fait à Maubeuge, le 11 mars 2014.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3364

Convention collective nationale
RÉGIME SOCIAL DES INDÉPENDANTS
IDCC : 2796. – **Personnel de direction**

Brochure n° 3365

Convention collective nationale
RÉGIME SOCIAL DES INDÉPENDANTS
IDCC : 2797. – **Praticiens-conseils**

Brochure n° 3366

Convention collective nationale
RÉGIME SOCIAL DES INDÉPENDANTS
IDCC : 2798. – **Employés et cadres**

ACCORD DU 27 NOVEMBRE 2013
RELATIF À LA SANTÉ ET À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL
NOR : ASET1450675M
IDCC : 2796, 2797, 2798

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L. 123-1, L. 123-2, L. 123-2-1 et L. 611-4 ;

Vu le code du travail ;

Vu la convention collective nationale spéciale de travail des praticiens-conseils des caisses du régime social des indépendants du 15 juin 2007 (IDCC 2797) ;

Vu la convention collective du personnel de direction du régime social des indépendants du 20 mars 2008 (IDCC 2796) ;

Vu la convention collective du personnel des employés et cadres du régime social des indépendants du 20 mars 2008 (IDCC 2798) ;

Vu l'accord du 2 avril 2008 modifié relatif à la formation professionnelle du personnel du régime social des indépendants ;

Vu l'accord du 2 juin 2009 relatif à la classification du personnel des employés et cadres du régime social des indépendants ;

Vu l'accord du 2 juin 2009 relatif à la classification du personnel de direction du régime social des indépendants ;

Vu l'accord du 10 décembre 2009 relatif à la gestion des seniors du RSI ;

Vu le protocole d'accord de branche du 5 décembre 2011 sur l'égalité hommes-femmes au RSI ;

Vu le plan-cadre développement durable des organismes de sécurité sociale pour 2011-2014, en particulier le socle des enjeux de responsabilité sociale ;

Vu le protocole d'accord du 11 juillet 2011 pour la santé et l'amélioration des conditions de travail au régime social des indépendants ;

Vu l'accord du 28 novembre 2012 relatif à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences au RSI,

il a été conclu le présent accord :

PRÉAMBULE

En application de l'accord du 11 juillet 2011, une démarche d'ensemble de diagnostic national a été entamée en vue d'exercer une action globale sur les questions liées à la santé au travail et les conditions de travail.

A ce titre a été mis en œuvre, auprès de l'ensemble des salariés du RSI, un diagnostic national sur les conditions de travail et leur impact sur la santé des salariés.

Cette démarche a été conduite auprès de l'ensemble des salariés du RSI, afin :

- de disposer d'un diagnostic objectif pour le dialogue entre l'employeur et les organisations syndicales ;
- d'élaborer des préconisations d'actions au niveau pertinent de mise en œuvre et d'en assurer l'accompagnement ;
- d'alimenter la réflexion en vue de la négociation relative à la santé et à la sécurité au travail.

Les partenaires sociaux entendent par le présent accord affirmer que la santé et l'amélioration des conditions de travail des salariés constituent un enjeu majeur et un engagement du régime social des indépendants :

Dans la continuité des orientations déjà prises par le régime dans sa convention d'objectifs et de gestion et dans ses précédentes négociations collectives, ils considèrent nécessaire de poursuivre et de développer son action sur les questions liées à la santé au travail et les conditions de travail.

L'objectif est ainsi d'évaluer, réduire et contrôler les risques physiques et psychiques du travail et d'intégrer la contrainte santé dans le processus décisionnaire, et ce dans la durée.

A ce titre, les actions mises en place devront s'étendre aux questions liées telles que la prévention du handicap, de l'absentéisme et des risques psychosociaux.

C'est dans le cadre d'un plan ambitieux d'amélioration des conditions de travail qu'il est proposé un ensemble de préconisation de mesures à partir des axes issus du diagnostic national réalisé en 2012.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique au personnel des organismes du régime social des indépendants bénéficiaire des conventions collectives susvisées et aux salariés de ces organismes à la date de son entrée en vigueur.

Article 2

Engagements de la branche

Les parties signataires entendent disposer d'une vision cohérente et générale des difficultés rencontrées et des priorités à fixer pour l'amélioration de la santé et des conditions de travail des salariés du régime social des indépendants.

A l'issue de la réalisation du diagnostic national, des enseignements de portée générale ont été dégagés ; ils identifient des facteurs de risques pouvant avoir des conséquences préjudiciables sur la santé des salariés et qui peuvent se rattacher à quatre axes d'action :

- l'organisation ;
- les conditions de travail ;
- le management ;
- la conduite du changement.

Il est ainsi apparu nécessaire de porter au même rang de priorité, sans les hiérarchiser, les thèmes à traiter en s'appuyant sur les résultats du diagnostic approfondi.

Les déclinaisons de ces quatre thèmes communs à l'ensemble des organismes seront à préciser sous forme d'actions qui devront être adaptées selon les situations locales, afin de prendre en compte les avancées des organismes qui ont déjà pu mettre en œuvre des actions sur ces quatre axes impérativement.

Article 3

Actions à décliner dans les organismes

Chaque organisme formalise un diagnostic concerté de sa situation au regard de chacun des quatre axes ci-dessus dans les 6 mois au plus tard suivant l'agrément du présent accord.

Le diagnostic est établi par le directeur et le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. Il est soumis pour avis au comité d'entreprise dont l'avis est annexé au diagnostic.

Le constat réalisé pourra tenir compte des travaux déjà menés par l'organisme sur les mêmes thèmes, ceux-ci ne pouvant à eux seuls constituer le diagnostic prévu au présent accord.

Les éventuels points de désaccord seront mentionnés dans le constat.

Chaque organisme du RSI a reçu les éléments chiffrés correspondant aux informations recueillies lors de la phase de prédiagnostic et le concernant. Ces éléments, purement anonymes, ont été communiqués à la direction de l'organisme ainsi qu'au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Chaque organisme peut ainsi s'appuyer sur la fiche de synthèse issue du questionnaire réalisé en 2012 au titre de la phase 1 du diagnostic national, qui constitue une base de dialogue et d'échanges avec les acteurs de l'organisme en vue d'élaborer le diagnostic.

Article 4

Négociation d'entreprise

Dans le cadre des orientations définies par le présent accord, chaque organisme ouvrira, en vue de parvenir à un accord, une négociation sur la santé et l'amélioration des conditions de travail portant impérativement sur les quatre axes visés à l'article 2 du présent accord, chacun d'eux étant décliné en actions spécifiques qui tiennent compte de l'avancée de chaque organisme et des actions mises en œuvre, afin de répondre aux enjeux de la branche sur chacun de ces quatre axes.

La négociation devra s'ouvrir dans le délai de 2 mois suivant la réalisation du diagnostic visé à l'article précédent.

Elle devra aboutir dans un délai convenu en début de négociation et qui ne pourra excéder 6 mois.

L'accord local devra se reporter à la liste non exhaustive des exemples d'actions figurant en annexe du présent accord.

Axe 1 : organisation du travail

Déclinaison d'actions pour répondre aux objectifs visant à :

- prendre en compte l'expression des instances représentatives du personnel et des salariés sur les évolutions organisationnelles ;
- maintenir l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle.

Indicateurs de résultats pour l'organisme : évaluer les RPS dans le document unique.

Axe 2 : conditions de travail

Déclinaison d'actions pour répondre aux objectifs visant à :

- renforcer la cohésion d'équipe, notamment dans le diagnostic et les actions à mettre en œuvre relatives aux facteurs transversaux de risques psychosociaux ;
- prévenir la gestion des situations difficiles en lien avec les relations aux assurés.

Indicateur : suivi de l'absentéisme.

Axe 3 : management

Déclinaison d'actions pour répondre aux objectifs visant à :

- accroître l'espace de dialogue ;
- développer la reconnaissance, notamment dans le diagnostic et les actions à mettre en œuvre relatives à l'autonomie, la responsabilité, la délégation et l'évaluation.

Indicateur : mettre en place un outil de recueil des ressentis. Exemples : baromètre social, enquête vie au travail.

Axe 4 : conduite du changement

Déclinaison d'actions pour répondre aux objectifs visant à :

- mieux prendre en compte les craintes liées aux évolutions d'organisation ;
- rendre lisibles des perspectives d'évolution.

Indicateur : dispositif régulier permettant l'échange et l'expression des salariés.

Cet accord d'entreprise sera transmis sans délai au secrétariat des commissions paritaires de la caisse nationale, qui en assurera la transmission aux autorités de tutelle pour agrément dans le cadre des articles L. 123-1, L. 123-2 et L. 123-2-1 du code de la sécurité sociale.

En l'absence d'accord d'entreprise, un procès-verbal de constat d'échec à la négociation sera rédigé et transmis à la commission paritaire nationale, accompagné des remarques des organisations syndicales et du directeur.

Dans le délai de 2 mois suivant le procès-verbal de carence, et sans préjudice des compétences du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), le directeur de l'organisme présentera au comité d'entreprise un projet de plan d'action qui déclinera les actions et objectifs de progression déclinés des quatre axes prévus aux articles 2 et 4 du présent accord.

Le plan d'action, éventuellement modifié au vu de l'avis du comité d'entreprise, sera communiqué pour information à la commission paritaire nationale, accompagné de l'avis formel du comité.

La durée du plan d'action n'excédera pas 2 ans. La négociation devra être rouverte dans des délais permettant de prendre la suite de la période qu'il couvre.

Article 5

Modalités de suivi dans chaque organisme

Le comité d'entreprise de chaque organisme est informé chaque année et au plus tard en mars des mesures mises en œuvre au cours de l'année écoulée pour la santé et l'amélioration des conditions de travail, en application du présent accord.

L'organisme transmet à la caisse nationale, au plus tard en mai, l'ensemble des documents présentés au comité d'entreprise ainsi que l'avis formel du comité.

Les informations communiquées au comité d'entreprise le sont sans préjudice des informations relevant de la compétence du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Article 6

Actions de soutien et de suivi par la caisse nationale. – Réexamen de l'accord

1. Appui apporté aux organismes du régime par la caisse nationale

Afin de garantir une homogénéité et une cohérence de la remontée des informations, la caisse nationale consolidera les indicateurs existant par ailleurs, notamment au titre de la responsabilité sociale de l'organisme de l'enquête annuelle, en particulier s'agissant des indicateurs renseignés par les organismes, lesquels concernent, sans être exhaustif, les quatre axes prioritaires issus du diagnostic national.

A cet égard, les indicateurs pourront être complétés si nécessaire au regard de l'analyse qui sera présentée au titre du suivi des actions au niveau de la branche.

Les résultats de la branche issus du diagnostic national réalisé en 2012 sont tenus à la disposition des organismes. Chaque organisme a reçu ses résultats s'agissant de sa situation spécifique ainsi que la synthèse des résultats au plan national.

Parmi les actions d'accompagnement, est prévue la mise à disposition d'outils pratiques dont certains sont d'ores et déjà diffusés, notamment les guides santé, recrutement, gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

Au titre de l'offre de formation nationale, sont formalisés des modules de sensibilisation et de formation sur les thèmes de la diversité, des risques psychosociaux, ainsi que la formalisation de parcours formation pour les cadres de proximité, ou encore pour les métiers de l'accueil, dont la gestion des situations difficiles.

2. Suivi des actions au niveau de la branche

Tous les ans avant le 30 octobre, la caisse nationale présente à la commission paritaire une analyse, pour l'exercice annuel civil précédent, de la situation en matière de santé et des conditions de travail. L'analyse tient compte des résultats agrégés issus de l'enquête annuelle, volet axe social précité, renseignée par les organismes.

Article 7

Clause de réexamen

Les parties signataires conviennent de se réunir 3 ans après l'entrée en vigueur du présent accord pour faire un bilan de son application et examiner, le cas échéant, la révision de ses dispositions.

Article 8

Durée de l'accord et dispositions d'application

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, constitue un tout indivisible. Il entrera en vigueur le premier jour du mois civil suivant l'agrément ministériel visé aux articles L. 123-1, L. 123-2 et L. 123-2-1 du code de la sécurité sociale.

En cas d'opposition régulière au présent accord, celui-ci ne produira aucun effet et ne pourra être considéré comme comportant un engagement unilatéral de la partie employeur.

Il s'appliquera à compter du premier jour du mois civil et pourra être révisé dans les conditions légales.

Il sera déposé par la partie la plus diligente conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Saint-Denis, le 27 novembre 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

RSI.

Syndicats de salariés :

CFTC ;

CFDT.

ANNEXE

LISTE INDICATIVE ET NON EXHAUSTIVE DES PRÉCONISATIONS D' ACTIONS ISSUES DU DIAGNOSTIC NATIONAL ÉTABLI EN 2012 POUR LE RSI

Axe 1 : organisation

Développer des modalités de communication pérennes avec l'ensemble des partenaires.

Faire de l'actualisation annuelle de l'évaluation des risques professionnels un enjeu collectif pour la qualité de vie au travail.

Veiller à l'amélioration continue de l'organisation des lieux de détente dans les caisses.

Proposer des services d'accompagnement pour prévenir l'usure professionnelle.

Axe 2 : conditions de travail

Valoriser le travail réalisé en développant l'analyse participative des indicateurs qualitatifs.

Partager les pratiques de management pour améliorer la qualité de vie au travail des salariés.

Reconnaître au quotidien l'engagement individuel et collectif.

Promouvoir l'échange entre métiers comparables entre les caisses pour en valoriser l'expertise.

Assurer un échange régulier sur le plan de formation avec chacun des salariés.

Développer des trajectoires professionnelles pour les métiers les plus exposés, selon une logique de gestion des métiers et des compétences.

Déployer une organisation de partage et de transfert de l'expérience.

Axe 3 : management

Promouvoir la coordination interservices pour développer une vision globale de l'activité.

Assurer le recueil organisé et le traitement des réclamations et des suggestions d'amélioration des assurés.

Afficher et promouvoir les indicateurs positifs de satisfaction auprès des assurés, en faire un support de dialogue privilégié.

Partager des indicateurs pour valoriser la qualité du travail mené par les salariés au profit des assurés.

Assurer la conduite régulière de réunions de service à tous les niveaux de la structure et organiser des temps réguliers d'échange des pratiques au sein des équipes.

Améliorer l'organisation des lieux d'accueil pour favoriser l'équilibre des relations entre assurés et salariés du RSI et professionnaliser les processus de gestion des situations difficiles et critiques ; former le personnel à cette gestion.

Axe 4 : conduite du changement

Promouvoir un cadre de valeurs humaines et professionnelles en faveur de la qualité de vie au travail, partagé par l'ensemble des salariés du RSI.

Décliner dans chaque caisse le cadre de valeurs du régime social des indépendants en une charte du « bien-vivre ensemble la santé au travail ».

Déployer dans chaque caisse une organisation lisible dédiée à la conduite du changement et communiquer régulièrement sur le déploiement des nouveaux outils informatiques.

Promouvoir des plans de développement des compétences collectifs selon des logiques de métiers ou de processus.

Déployer une plate-forme nationale de partage des bonnes pratiques de déploiement des réformes et des nouvelles dispositions réglementaires.

Brochure n° 3059

Convention collective nationale
IDCC : 478. – SOCIÉTÉS FINANCIÈRES

ACCORD DU 12 MARS 2014
PORTANT MODIFICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 1^{ER}
RELATIF AU CHAMP D'APPLICATION
NOR : ASET1450670M
IDCC : 478

Entre :

L'ASF,

D'une part, et

L'UNSA ;

La FEC FO ;

La FSPBA CGT ;

La CFDT banques,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article unique

Au 1^{er} juin 2014, les dispositions de l'article 1^{er} de la convention collective nationale des sociétés financières déterminant le champ d'application de celle-ci sont les suivantes :

« Article 1^{er}

L'Association française des sociétés financières (ASF) est l'organisme regroupant les entreprises délivrant des services financiers spécialisés : affacturage, caution, crédit-bail, crédit à la consommation, crédit au logement, crédit d'équipement, services d'investissement, etc.

Peuvent adhérer à l'association trois catégories de membres :

- les membres de droit qui sont les sociétés de financement et les établissements agréés en qualité d'établissements de crédit spécialisés en application de l'article L. 511-29 du code monétaire et financier, les autres établissements de crédit mentionnés à l'article L. 511-9 du code monétaire et financier ⁽¹⁾, les entreprises d'investissement ou les entreprises de marché constituées en application du code monétaire et financier, les établissements de paiement, les établissements de monnaie électronique ainsi que, le cas échéant, les succursales de ces établissements habilités à exercer leurs activités en France. Les membres de droit adhèrent à l'ASF pour l'application des articles L. 511-29, L. 522-5, L. 526-6 et L. 531-8 du code monétaire et financier ;

- les membres correspondants qui sont les établissements de crédit mentionnés à l'article L. 511-9 du code monétaire et financier autres que ceux agréés en qualité d'établissements de crédit spécialisés ⁽¹⁾, les entreprises d'investissement ou les entreprises de marché constituées en application du code monétaire et financier, les établissements de paiement, les établissements de monnaie électronique, adhérant par ailleurs, pour l'application des articles L. 511-29, L. 522-5, L. 526-6 et L. 531-8 du code monétaire et financier, à un autre organisme professionnel ou à un organe central affiliés à l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement ;
- les membres associés qui sont des entreprises ou des organismes non agréés.

Les membres correspondants et les membres associés font l'objet d'un agrément individuel par le conseil de l'association.

La présente convention règle les rapports entre :

- les membres de droit de l'ASF non déjà couverts par un dispositif conventionnel à leur date d'adhésion à l'ASF ;
- les organes centraux membres de l'ASF et celles des entités des réseaux affiliées à ces organes centraux non déjà couvertes par un dispositif conventionnel à la date d'adhésion de ces organes centraux à l'ASF,

et leur personnel pour la France métropolitaine ainsi que dans les départements d'outre-mer, sous réserve pour ces derniers des dispositions de la législation et des usages en vigueur.

Les établissements agréés en qualité de banque en application de l'article L. 511-9 du code monétaire et financier ne relèvent de la présente convention que s'ils ont adhéré à l'ASF avant le 1^{er} juillet 2004.

Elle pourra, sous réserve des dispositions de la législation et des usages en vigueur, être étendue éventuellement à la principauté de Monaco.

Sous réserve des dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles, le personnel auquel s'applique la convention comprend tous les salariés, qu'ils travaillent à temps complet ou à temps partiel, que leurs contrats de travail soient à durée indéterminée ou déterminée.

Certaines dispositions particulières aux cadres seront traitées dans le livre II de la présente convention. »

Fait à Paris, le 12 mars 2014.

(Suivent les signatures.)

(1) Etablissements agréés en qualité de banque, de banque mutualiste ou coopérative ou de caisse de crédit municipal.

Brochure n° 3372

Convention collective nationale
IDCC : 3090. – SPECTACLE VIVANT
(Entreprises du secteur privé)

ACCORD DU 4 MARS 2014
RELATIF AUX PLAFONDS APPLICABLES
À L'INDEMNITÉ JOURNALIÈRE DE CONGÉ PAYÉ
NOR : ASET1450660M

Conformément à la réglementation de la caisse des congés spectacles et afin de maintenir l'harmonisation des plafonds applicables à l'indemnité journalière de congé payé dans les branches d'activité concernées, les organisations signataires s'accordent pour une augmentation de 1,6 % pour la période du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015.

Les plafonds applicables seront donc les suivants :

- artiste dramatique, chorégraphique, marionnettiste, de variétés, chansonnier et artiste de cirque : 228 € ;
- metteur en scène : 228 € ;
- maître de ballet et présentateur : 228 € ;
- artiste lyrique, de music-hall, de revues : 301 € ;
- musicien : 448 € ;
- chef d'orchestre, concertiste soliste : 899 € ;

Fait à Paris, le 4 mars 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SNES ;
SYNDEAC ;
SNDTP ;
CSCAD ;
SNSP ;
SYNOLYR ;
PRODISS ;
PROFEDIM ;
SNC.

Syndicats de salariés :

SNM FO ;

FCCS CFE-CGC ;
FASAP FO ;
FC CFTC ;
SNAPS CFE-CGC ;
F3C CFDT ;
SNACOPVA CFE-CGC ;
SN2A FO.

Brochure n° 3328

Convention collective nationale

IDCC : 2511. – SPORT

AVENANT N° 86 DU 10 MARS 2014
RELATIF AU CQP « MONITEUR DE VOL À PLAT EN SOUFFLERIE »

NOR : ASET1450663M
IDCC : 2511

Entre :

Le CNEA ;

Le COSMOS,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT ;

La CFTC ;

La FNASS ;

La CFE-CGC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La liste prévue par l'article 5 de l'annexe I de la convention collective nationale du sport du 7 juillet 2005 est complétée par les dispositions suivantes :

TITRE DU CQP	CLASSIFICATION conventionnelle	PRÉROGATIVES, LIMITE D'EXERCICE et durée de validité
Moniteur de vol à plat en soufflerie	Le titulaire du CQP « Moniteur de vol à plat en soufflerie » est classé au groupe 3	Le titulaire du CQP « Moniteur de vol à plat en soufflerie » encadre en autonomie les activités de vol à plat en soufflerie pour tout public. Le titulaire du CQP prend en charge dans la veine d'air : – un seul pratiquant si celui-ci est non autonome ; – plusieurs pratiquants si ceux-ci sont autonomes (au sens de l'article L. 322-169 du code du sport). Ce nombre varie en fonction du niveau technique des participants et de la capacité d'accueil de la veine.

TITRE DU CQP	CLASSIFICATION conventionnelle	PRÉROGATIVES, LIMITE D'EXERCICE et durée de validité
		<p>La capacité d'accueil de la veine est fonction de son diamètre :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 4 pratiquants maximum de 10 à 12,9 pieds de diamètre ; – 8 pratiquants maximum de 13 à 15,9 pieds de diamètre ; – 12 pratiquants maximum au-delà de 15,9 pieds de diamètre. <p>Au regard de la situation professionnelle visée par le CQP, le besoin d'intervention identifié correspond à un volume horaire de travail à temps partiel ou à temps plein qui doit être conforme au code du travail et à la CCNS.</p>
Qualification complémentaire : « Vol 3D en soufflerie »	Le titulaire du CQP « Moniteur de vol à plat en soufflerie » et de la qualification complémentaire « Vol 3D en soufflerie » est classé au groupe 3	<p>Le titulaire de la qualification complémentaire « Vol 3D en soufflerie » encadre en autonomie les activités de vol 3D en soufflerie pour tout public.</p> <p>Le titulaire du CQP prend en charge dans la veine d'air un seul ou plusieurs pratiquants. Ce nombre varie en fonction du niveau technique des participants et de la capacité d'accueil de la veine.</p> <p>La capacité d'accueil de la veine est fonction de son diamètre :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 4 pratiquants maximum de 10 à 12,9 pieds de diamètre ; – 8 pratiquants maximum de 13 à 15,9 pieds de diamètre ; – 12 pratiquants maximum au-delà de 15,9 pieds de diamètre. <p>Au regard de la situation professionnelle visée par le CQP, le besoin d'intervention identifié correspond à un volume horaire de travail à temps partiel ou à temps plein qui doit être conforme au code du travail et à la CCNS.</p>

Article 2

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt auprès de la direction générale du travail ainsi que d'une demande d'extension et prendra effet le premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3049

Convention collective nationale
IDCC : 1557. – COMMERCE DES ARTICLES DE SPORT
ET ÉQUIPEMENTS DE LOISIRS

ACCORD DU 10 AVRIL 2014
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS
AU 1^{ER} AVRIL 2014
NOR : ASET1450673M
IDCC : 1557

Entre :
La FPS,
D'une part, et
La FNECS CFE-CGC ;
La CSFV CFTC ;
La FS CFDT,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de l'accord

Le présent accord a pour objet de fixer les salaires minima conventionnels applicables aux salariés des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale du commerce des articles de sport et équipements de loisirs.

Article 2

Salaires mensuels minima conventionnels

Les salaires minima conventionnels de la branche, définis pour un temps de travail égal à la durée légale de travail, sont augmentés conformément au tableau suivant :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimum
130	1 445,38
140	1 449,00

COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimum
150	1 454,00
160	1 459,00
170	1 485,00
175	1 486,00
180	1 488,00
185	1 494,00
190	1 501,00
200	1 514,00
220	1 621,00
240	1 666,00
250	1 723,00
280	1 828,00
320	2 087,00
350	2 200,00
380	2 343,00
390	2 440,00
420	2 595,00
450	2 832,00
500	3 035,00
550	3 259,00

Article 3

Egalité de rémunération entre les hommes et les femmes

L'examen du rapport de branche et des données portant sur la situation des hommes et des femmes par coefficients ne révèle pas d'écarts de rémunération entre les hommes et les femmes.

Les parties conviennent toutefois de rappeler aux entreprises qu'il leur appartient de corriger les écarts de rémunération qu'elles pourraient éventuellement constater entre leurs salariés femmes et leurs salariés hommes.

Article 4

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} avril 2014.

Article 5

Clause de revoyure

Les parties conviennent de se revoir à la rentrée 2014 dans le cadre du pacte de responsabilité et de solidarité.

Article 6

Publicité et extension

Le présent accord sera notifié à toutes les parties conformément aux dispositions du code du travail.

Il sera déposé en un exemplaire à la direction des relations du travail et par voie électronique, et son extension sera demandée aussitôt.

(Suivent les signatures.)

Directeur de la publication : Yves Struillou

165140230-000614

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours
